



African Migrations Workshop

The Contribution of African Research to Migration Theory

16–19 November 2010, Dakar, Senegal

Migration et renforcement de l'autonomie sur soi

Fanta CISSE

Email : fantacisse2005@yahoo.fr

International Development Research Centre, Canada

*"Partout où j'ai trouvé du vivant,
j'ai trouvé de la volonté de puissance ;
et même dans la volonté de celui qui obéit,
j'ai trouvé la volonté d'être maître."*

Ainsi parlait Zarathoustra, II, « *De la domination de soi* »
Nietzsche

Migration et renforcement de l'autonomie sur soi

Dans le cadre de son Programme « Droits des Femmes et participation citoyenne », plus spécifiquement dans la thématique des migrations, le CRDI a financé en 2008 le Groupe de Recherche sur les Femmes et les Lois au Sénégal pour mener une recherche sur les migrations et les droits des femmes au Mali et au Sénégal.

La recherche était articulée autour des quatre axes suivants :

- les pratiques et les nouvelles tendances de la migration interne des femmes au Sénégal
- la question du trafic des êtres humains dans la migration de petites filles du Mali qui servent de guides à des mendiants maliens établis au Sénégal ;
- la migration et le renforcement de l'autonomie sur soi ;
- la migration, la citoyenneté et la justice sociale.

La présente communication porte sur la migration et le renforcement de l'autonomie sur soi et plus spécifiquement pose la question de savoir si la migration induit des changements dans les rapports de pouvoir dans la famille.

I. Définitions

Le sens donné ici au concept d'autonomie correspond au terme anglais de «**empowerment**», compris comme un processus d'acquisition d'un «*pouvoir*» qui permet à une personne de se prendre en charge, de contrôler son corps et son destin économique, professionnel, familial et social et de participer à la conduite des affaires dans sa communauté. La question du pouvoir est importante pour la cible concernée par cette étude (femmes et enfants) qui, du fait de sa position de genre, de classe et de son âge est la plus démunie dans la société sénégalaise. L'approche basée sur le genre qui a été utilisée pour cette recherche informe sur l'impact de la migration sur le renforcement de l'autonomie des femmes à travers quatre composantes du pouvoir¹: l'accès et le contrôle des ressources, l'accès aux compétences, le contrôle sur son corps et la participation à la prise de décision.

Par **rôle reproductif** nous entendons l'ensemble des tâches effectuées dans la famille inhérentes à l'entretien et la reproduction biologique telles que :

- « Le soin et l'entretien de la force de travail (notamment des adultes et des jeunes)
- Les soins auprès des bébés et enfants
- Les soins aux personnes âgées » (Molyneux 1985)

Le **rôle productif** est le travail exécuté contre paiement en nature ou en espèce. Il peut cependant ne pas être rétribué. Le travail des femmes dans le champ de leur mari est productif, mais n'est pas rémunéré. Il comprend :

- « la production de biens ou services ayant une valeur d'échange ou
- La production de subsistance ou domestique qui a une valeur d'usage »

On note une différence entre le rôle productif visible, c'est-à-dire les activités qui ont une traçabilité via la circulation monétaire, la comptabilité nationale, la statistique, ou qui sont tout simplement supposées avoir demandé plus d'efforts et le rôle productif **invisible/oublié** soit les activités informelles, non comptabilisées, non reconnues (le travail des migrantes en ville n'est souvent perçu que comme une transposition de leur rôle reproductif, raison de sa dévalorisation).

Il y a enfin le rôle social ou communautaire qui est l'ensemble des activités d'administration et de gestion de la collectivité, dont les bénéfices directs sont l'acquisition de prestige, d'un statut ou d'une dignité sociale.

¹ Kabeer Naila, Resources, Agency, Achievements: Reflections on the measurement of Women's Empowerment. in Discussing Women's empowerment-Theory and Practice Sida Studies No 3 October 2000

II. L'intensification des migrations économiques des femmes

Jusqu'aux années 70, les femmes ont peu migré et les enfants encore moins. Historiquement, l'objectif principal des migrations féminines individuelles était la constitution d'un trousseau de mariage. Cette migration dépassait rarement une période de trois à six mois, les femmes devant rentrer au village pour participer aux travaux champêtres. Avec l'amenuisement des ressources provenant des activités dans lesquelles les hommes interviennent traditionnellement (cultures vivrières et de rente), la crise de l'économie arachidière, et la privatisation des huileries, la capacité des hommes à prendre en charge leurs familles diminue considérablement.

Cependant deux importantes sécheresses se sont produites dans les années 70 et 80 dans le Sahel et les politiques d'ajustement structurel, mises en place à partir de 1981, ont aggravé les conditions de vie dans le monde rural. Les nouvelles politiques agricoles marquées par la fin des subventions de l'Etat aux intrants et au matériel agricole et la crise de l'économie arachidière ont contribué à l'intensification des migrations internes, y compris celles des femmes. La féminisation des migrations constitue aussi une tendance sous régionale confirmée par Findley (1991) et Bocquier et Traoré, (2000).

Par exemple à Kaolack, zone arachidière par excellence, l'implantation d'huileries avait permis le recrutement des hommes comme ouvriers, chauffeurs ou manutentionnaires pour le chargement des camions et l'acheminement des produits. La fermeture de la SONACOS qui constituait une ressource économique principale dans la région, a entraîné la perte d'un grand nombre d'emplois occupés par les hommes, marquant aussi le début d'une migration intense des femmes qui ont dû prendre le relais. « *Il est plus facile aux filles de trouver du travail, et les hommes ne trouvent pas de travail dans les usines et ils sont pris dans de nombreuses difficultés. Pour les filles, c'est différent, elles peuvent faire le travail de domestiques ou de lessiveuses, mais pour les hommes c'est difficile. C'est pour ces raisons que ce sont les filles qui viennent travailler dans les villes.*² »

L'intensification des migrations féminines est allée de pair avec l'accroissement du rôle économique des femmes dans les familles rurales. L'étude a mis en évidence l'accroissement des responsabilités des femmes dans le maintien des ménages. Dans un entretien réalisé à Grand Yoff dans la région de Dakar, une femme venant de Mont Rolland l'a reconnu en ces termes: « *mon mari n'a pas les moyens de s'occuper de sa famille. Je ne serai pas ici, si mon mari pouvait subvenir à nos besoins. Nous souhaitons être aidées et ainsi nous resterons au village. Ce qui ne peut être, car, au village, c'est la pauvreté assurée. Les récoltes ne sont plus abondantes malgré nos efforts. Nous ne pouvons plus produire ni mil, ni arachide. Nous n'arrivons plus à récolter pour la nourriture, c'est pourquoi nous sommes toutes ici* ».

Un des participants à un focus group réalisé à Kaolack note « *avant, la femme ne sortait de chez ses parents que pour se marier. Et là bas, elle avait tout. Aujourd'hui, l'homme ne prend*

² Un participant à un focus group (Thiadiaye)

plus personne à sa charge. La femme fait tout. L'éducation des filles et des garçons est gérée par les mères or elles ont un pouvoir économique très faible. C'est pourquoi elles ne peuvent pas rester inactives ».

En réalité, les femmes, mais aussi les petites filles jouent un rôle important dans toutes les stratégies de lutte contre la pauvreté mises en place par les familles. Les rapports de l'UNICEF (2000) du Bureau International du Travail (2006), de ENDA (1987) ont mis en évidence l'implication des femmes, souvent à un âge très jeune, dans le maintien des familles. Ces constats ont été confirmés par la migration de petites filles qui travaillent comme domestiques ou bonnes d'enfants à Dakar.

III. l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources

La division sexuelle et de classe du travail (basée sur les rôles sociaux) confine les migrantes dans des secteurs socialement dévalorisés, peu qualifiés et qui sont la continuité des activités de la sphère domestique. Ce sont des occupations qui les placent au bas de l'échelle de l'économie urbaine. Les gains qu'elles acquièrent après de longues heures de travail dans des conditions difficiles, permettent la survie de la famille et non un accès ou un contrôle de richesses plus importantes.

Mais certaines migrantes ont pu investir dans des propriétés ou des terrains sur lesquels elles espèrent se faire construire une maison. Une femme interviewée à Kaolack déclare *« Oui, il y a des femmes qui sont très intelligentes et qui ont épargné avec le peu qu'elles gagnent jusqu'à acheter leur propre terrain. Avec un peu de chance leurs enfants peuvent leur construire une maison pendant que la maman est en vie. »*

Pour accéder à des ressources plus importantes, d'autres migrantes ont mis en œuvre des stratégies, parmi lesquelles l'ouverture de comptes dans les mutuelles d'épargne et de crédit qui se développent dans les zones rurales depuis le début des années 2000. 21% d'entre elles, y compris des élèves, ont indiqué avoir ouvert un compte dans une mutuelle d'épargne et de crédit dans le but de demander des prêts et développer des activités en tant qu'entrepreneures individuelles. Selon un participant à un focus group à Ngoudiane (Région de Thiès), *« Il y a des femmes qui empruntent de l'argent pour migrer et faire des affaires à Dakar. On peut même dire que la majeure partie des fonds concernent des femmes vivant à Dakar et qui, soit remboursent des prêts acquis de la mutuelle, soit envoient de l'argent pour qu'on le dépose dans leur compte. Dans le village même, beaucoup de femmes empruntent de l'argent pour ouvrir des restaurants. De plus en plus, au lieu d'aller laver le linge en ville, des femmes préfèrent avoir des activités génératrices de revenus comme faire le commerce, etc. »*

IV. La constitution d'un capital social

L'analyse de l'image que la migrante se fait elle-même des migrantes peut enrichir la réflexion sur le pouvoir, car l'estime de soi participe aussi du pouvoir. Il existe dans la société sénégalaise, une certaine construction sociale du migrant qui alimente le rêve d'une grande partie des jeunes. Selon cette construction, le migrant est celui qui a une expérience internationale et si possible occidentale. Comme l'explique un antiquaire rencontré au Cap Skirring, « *migrer c'est quitter le pays pour réussir. Même si on est parti de rien, quand on revient on peut construire une maison et acheter une voiture* ». Ce type de migrant exhibe les signes **visibles** de ce qui est considéré comme la réussite : vêtements de marque, argent dépensé généreusement, construction de maisons plus confortables ou contribution à des réalisations communautaires, des mosquées notamment. Ces images ne correspondent pas du tout à l'expérience féminine de la migration, qui d'abord est interne, donc moins prestigieuse. Comme le constate une employée de maison : « *les émigrés, ce sont les gens qui vont en Italie, en Espagne ou en Amérique. Quand ils rentrent ils ramènent des devises, pas des CFA* ». Ici se pose aussi la question de la valeur accordée à l'argent dépendant de sa provenance.

Un premier constat à faire est que le travail effectué par la migrante, même s'il lui permet d'acquérir un certain pouvoir économique, ne change pas son statut parce qu'il n'est que le prolongement de son rôle traditionnel de femme (rôle reproductif, qui assure la subsistance). Il s'y ajoute que les réalisations des migrantes, tout comme celles que les femmes effectuent dans les ménages ou dans l'économie nationale, sont invisibles, car investies dans la famille.

Une migrante à qui il était demandé s'il y a un avantage dans la migration, le confirme : « *Oui, il y a un bénéfice dans la migration car l'argent qu'on gagne, on l'investit dans la famille pour l'entretenir* ». C'est souvent grâce aux ressources obtenues par les migrantes que la famille peut se nourrir, se soigner, se vêtir, envoyer les enfants à l'école et payer les impôts. Mais il n'existe pas de signes matériels ou valorisés pour mettre ce résultat en évidence. Même lorsque les migrantes font des dépenses plus importantes, ces dernières, contrairement à celles des hommes, ne visent pas le durable ou le prestigieux : « *en période de fête comme la Tabaski ou la Korité, tout le monde nous attend, nous devenons le « modou modou » du village. Certaines filles contribuent à l'achat du mouton, certaines apportent du riz, d'autres de l'huile ou des vêtements neufs. En voyant nos vêtements à la mode, les filles qui restent là-bas veulent toutes venir travailler ici* ».

Un deuxième point à considérer dans cette réflexion sur le pouvoir est la détermination des migrantes de se constituer un capital social par leur apparence, leur participation ou l'organisation d'événements sociaux ou familiaux. La jouissance d'un capital social, que l'on peut comprendre comme la position qu'un individu acquiert d'une part par une contribution matérielle importante à des événements sociaux ou familiaux et d'autre part par l'élargissement de réseaux sociaux que cette contribution lui permet d'obtenir, et par la

considération qu'elle obtient grâce à l'accomplissement de ces deux actions est très importante dans la société sénégalaise.

A Dakar, une lingère interrogée à la Médina a fourni les détails suivants sur la destination de ses gains : « *Ce que nous gagnons est divisé en trois parts : une destinée à la prise en charge dans le site d'installation (logement, nourriture, habillement etc.), une pour l'entretien de la famille restée au village et la dernière pour d'épisodiques envois pour couvrir les factures d'électricité ou pour faire face à des urgences* ».

Le faible accès des femmes à la terre et aux ressources foncières, l'inefficacité des dispositions les visant dans les grandes orientations économiques, notamment l'agriculture, le faible soutien de leurs activités domestiques et productives, l'absence d'opportunités d'emploi pour les filles, surtout celles qui n'ont pas été scolarisées ou ont dû abandonner l'école, la polygamie, les mariages et les grossesses précoces ont fait de la migration une option pour les femmes quand elles doivent faire face à leurs obligations familiales ou acquérir des compétences. (L'inégalité des revenus/opportunités entre celles qui sont parties et celles qui sont restées favorise le mimétisme.)

V. Participation à la prise de décision et Pouvoir Familial

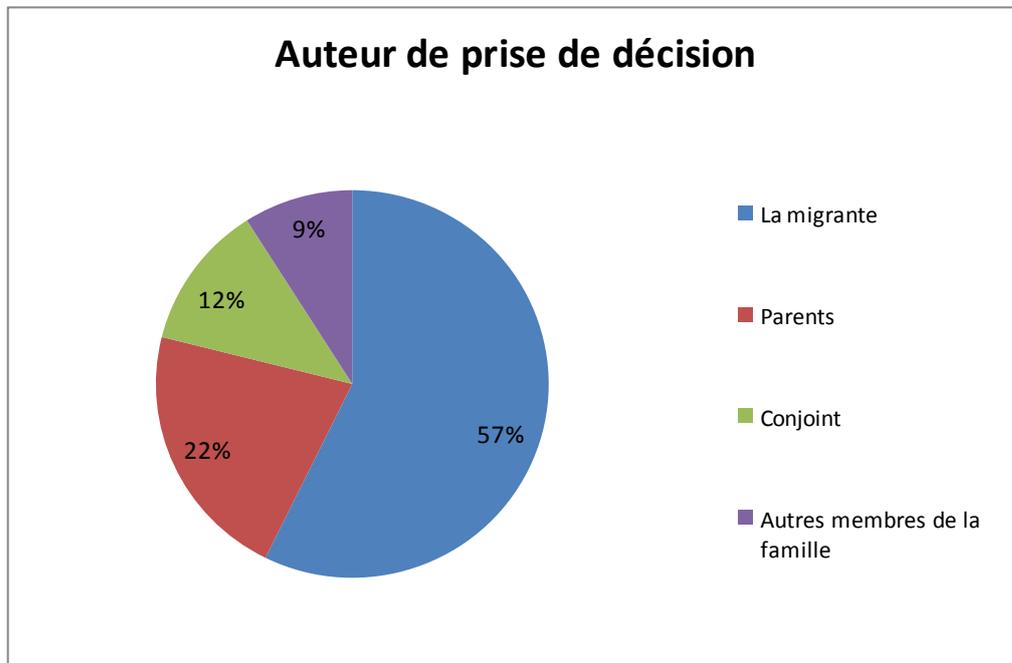
V.1. Prise de décision

Avec les revenus qu'elles acquièrent en ville, un nombre important de migrantes occupent une position de « *breadwinner* » qui devrait leur conférer un certain pouvoir dans la famille et dans leur communauté. Les données collectées ne permettent pas de mettre en évidence une relation directe entre la génération de revenus personnels, l'autonomie favorisée par l'éloignement du cercle familial pour des périodes plus ou moins longues et une redéfinition des rôles sexués surtout au niveau micro social (familial et communautaire).

Concernant la prise de décision dans la famille, il ressort de la majorité des réponses que, dans la famille, le mot final revient toujours aux hommes, même si certaines décisions relèvent de l'initiative personnelle des femmes, de la plus âgée surtout. Dans un entretien réalisé à Bignona, une femme âgée de 67 ans qui a été impliquée dans la migration circulaire depuis une trentaine d'années note : « *Du moment qu'on demande la permission à son époux pour aller quelque part ou faire quelque chose, on ne peut pas se prévaloir d'une grande liberté. Si on est sous la tutelle du mari, peut-on dire qu'on a acquis une plus grande liberté de mobilité et d'action ?* »

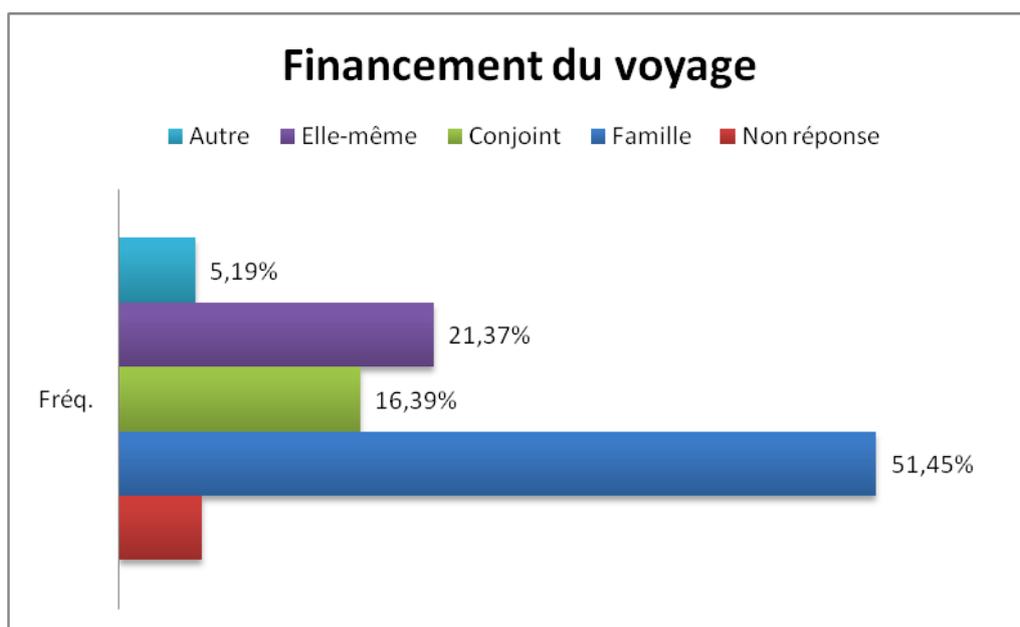
S'agissant spécifiquement de la décision de migrer, même si le désir de migrer est personnel, la possibilité de partir n'est effective que si le père ou le mari en donnent l'autorisation formelle. En ce qui concerne la décision de mettre fin à la migration, elle appartient aussi aux hommes surtout aux maris, car le mariage d'une jeune fille met souvent un terme au voyage. La migration s'inscrit, en effet, dans une dynamique familiale que les migrantes n'ignorent pas. Ainsi, ce sont elles qui décident de leur départ, mais celui-ci doit être approuvé par le

chef de famille (père ou mari), qui généralement, ne s'y oppose pas étant donné l'importance des revenus des femmes dans le maintien de la famille et du profit qu'ils en tirent en termes d'allègement de leur propre contribution.



Cependant, une comparaison plus fine des réponses des femmes et des hommes sur les causes et conséquences des migrations féminines révèle des situations moins tranchées

Il est intéressant de noter que dans 51,45% des cas, la famille a pris en charge les frais du voyage et dans 16,39% des cas, c'est le conjoint lui-même qui a financé le départ.



V.2. Pouvoir familial

L'examen du rôle économique essentiel des migrantes dans leur famille et leur communauté montre que la migration n'affecte pas sérieusement leur position sociale et leur participation à la prise de décision. Cependant l'acquisition de revenus, même faible et l'autonomie favorisée par l'éloignement du cercle familial et communautaire font apparaître des germes de changements. L'on note ainsi :

- Une certaine émancipation des femmes : Les migrantes savent qu'elles sont capables de se prendre en charge, elles et leur famille, ce qui n'est pas le cas pour la majorité des jeunes hommes de leur âge vivant dans les mêmes conditions ;
- Contrairement à celles qui n'ont jamais quitté le village, certaines migrantes, surtout les plus jeunes et les plus scolarisées parviennent à exercer un contrôle sur leur corps et sur leur sexualité. Elles se marient plus tard que la moyenne et certaines ont pu accéder à l'information et aux services de planification familiale disponibles et de façon plus discrète dans les villes.
- Il y a un futur pour les migrantes qui rentrent au village, si certaines conditions soient remplies, notamment l'accès au crédit, la volonté politique de développer la scolarisation des filles et leur maintien à l'école, la diversification des activités économiques dans les villages. Les entretiens menés avec les femmes et les autres membres de la communauté rurale de Ngoundiane (Région de Thiès) où un grand nombre de femmes ont travaillé à Dakar comme domestiques, lingères et pileuses l'ont confirmé. La plupart de ces anciennes migrantes ont la quarantaine et peuvent être considérées comme des leaders. L'une d'entre elles préside le Conseil d'Administration de la mutuelle locale de crédit et se bat pour l'accroissement du nombre de femmes qui accèdent au crédit et à des conditions plus douces. D'autres s'impliquent dans la politique et sont membres du Conseil rural qui est l'organe politique central d'une communauté rurale. D'autres ont créé des jardins d'enfants, libérant ainsi les jeunes mères de leur progéniture pour mener des activités génératrices de revenus, certaines s'activent dans le commerce y compris dans les pays frontaliers, dans la restauration ou dans l'exploitation des carrières de béton voisinant le village.
- **Changements d'attitudes et de comportements**
La migration leur a donné l'opportunité de côtoyer d'autres cultures, d'autres modes de vie et d'en tirer profit par l'appropriation d'autres manières de faire et de vivre qui ne sont pas les leurs (habitations, alimentation, habillement, etc.). A cela, s'ajoutent les possibilités de reconversion professionnelle dont elles peuvent bénéficier.

VI. La migration dans les stratégies féminines de conquête de l'autonomie

Dans les discours des hommes, mais aussi des femmes, la migration est présentée comme une fatalité. Les femmes justifient leur départ uniquement par leur volonté de soutenir le mari ou le père dans le maintien de la famille. Or, dans les ethnies concernées par cette étude, les pères de famille, dont le rôle traditionnel, confirmé par les religions musulmane et chrétienne, est de maintenir la famille, migrent très peu ou pas du tout. Ce sont les femmes qui se portent volontaires pour partir, malgré la pénibilité des conditions de vie dans les villes.

L'on a vu que la migration permet aux femmes de consolider leur capital social, mais n'est elle pas aussi une stratégie de conquête d'une plus grande autonomie ? Et s'il en est ainsi, elles ont particulièrement besoin que le départ soit légitimé en quelque sorte par le père ou le mari qui sont les détenteurs de l'autorité dans la société et dans la communauté.

Dans la société sénégalaise, surtout en milieu rural, la place de la femme mariée est dans son foyer où elle s'occupe de son mari et de ses enfants. Dans cette optique, migrer individuellement et pour des périodes de plus en plus longues constitue une déviation par rapport aux rôles sexuels assignés aux épouses. Il est alors important de ne pas s'exposer au jugement négatif de la famille et de la communauté et surtout de ne pas être soupçonnée de rechercher une liberté sexuelle.

La permission du mari devient donc une nécessité, car elle légitime le départ de la femme. Mais celui-ci ne perd pas grand-chose dans ce départ parce les épouses maintiendront la famille et ses besoins sexuels et domestiques sont satisfaits, parce que le système polygamique lui permet d'avoir plusieurs épouses, dont l'une reste avec lui. Les migrantes qui laissent leurs enfants derrière elles courent aussi le risque d'être considérées comme de mauvaises mères. Elles trouvent aussi leur compte dans le système polygamique, surtout dans les ethnies pratiquant l'endogamie, car les chances que l'autre épouse soit une cousine ou une proche parente sont grandes.

Les hommes semblent parfaitement conscients des nouvelles dynamiques dans les rapports de pouvoir et expriment clairement leur inquiétude, leur colère, et surtout leur impuissance face aux départs de plus en plus massifs des femmes et la durée de leur absence. Ils s'y résignent parce qu'ils ont besoin de la contribution, si faible soit-elle des migrantes : « *Si on interdit à une personne une chose, on doit lui proposer autre chose en lieu et place* ».

Résignation donc, mais aussi frustration et colère qui amènent d'autres hommes à minimiser la contribution des migrantes dans le maintien des familles « *On migre pour deux raisons : soit pour soi-même, soit pour sa famille. De nos jours, les filles rivalisent dans le voyage pour qu'on dise qu'elles sont à Dakar. Elles ne rapportent plus rien à la famille. Ces filles voyagent pour leur propre compte contrairement à celles qui voyagent pour soutenir leur famille. La*

migration des femmes nous déplaît au plus haut point. Certes, on peut régler ce problème avec nos épouses, mais le risque de cette interdiction, c'est de briser le ménage. »

Pour certains, les pères notamment, la ville est un lieu de perte, d'où leur inquiétude : *« Si les parents ne vivent pas en permanence avec leurs filles, ils ne pourront pas les éduquer comme ils le veulent. Or, ici, les parents ne voient leurs filles qu'à l'occasion des fêtes de Tabaski. Leur retour au village ne dure que quelques jours, ce qui rend impossible l'éducation des filles. Elles passent la majeure partie de leur temps à Dakar. L'exemple suivant est également à méditer : un parent indigent qui reçoit fréquemment 10 000 francs de sa fille, ne demande pas à cette dernière de lui rendre compte de ses activités. Pire, il ferme les yeux sur les moindres mouvements de sa fille. Et quand une pareille fille vit à Dakar, ses parents n'ont aucun contrôle sur elle. »*

L'un des résultats les plus intéressants de cette étude est de voir que malgré la pénibilité de leurs conditions de travail en ville, les femmes et les filles ne laissent passer aucune occasion de partir. Célibataires ou mariées, elles négocient pied-à-pied avec le père ou le mari pour partir, plus âgées, elles échafaudent des stratégies pour faire partir leurs filles.

Le divorce entre le discours d'une grande partie des migrantes, surtout des plus jeunes, et leur pratique est visible. Le discours repose sur le devoir d'aider la famille et la pratique sur le désir d'autonomie. Il est évident que d'autres recherches sont nécessaires pour approfondir la réflexion sur le rôle de la migration dans l'évolution des rapports sociaux de sexes. Mais il ressort des réponses des hommes et des femmes qui ont été ciblés dans cette étude que si le fondement économique de la migration féminine est bien réel, le désir d'autonomie des femmes détermine aussi leur volonté de partir et de rester en ville. C'est l'impression qui se dégage des entretiens avec des migrantes rencontrées dans plusieurs sites de Dakar. Malgré les difficultés rencontrées, les migrantes savent qu'elles sont capables de se prendre en charge et d'entretenir leur famille. Il se dégage une certaine confiance en soi manifestée dans cette déclaration recueillie dans tous les sites d'enquête : *« aucune femme ne reste plus à attendre qu'on fasse tout pour elle »* ou bien *« nous voulons nous auto suffire, car une personne qui n'a pas de salaire est appelée à demander l'aumône »*.

Contrairement à celles qui n'ont jamais quitté le village, certaines migrantes, surtout les plus jeunes et les plus instruites parviennent à exercer un contrôle sur leur corps et sur leur sexualité. Elles se marient plus tard que la moyenne et certaines ont pu accéder à l'information et aux services de planification familiale disponibles et de façon plus discrète dans les villes. Comme l'indiquait une jeune femme mariée : *« on n'en parle à personne. On fait le planning, c'est tout »*

Conclusion

Cette étude sur les migrants a permis de développer la réflexion sur les relations complexes entre la migration, le pouvoir et le changement social. Les questions qui ont été soulevées sont fortement corrélées aux questions de genre, de droits humains et de la citoyenneté.

Les femmes et les filles sont des actrices de la migration. Mais, les relations entre les migrations et les changements sociaux d'une part, entre les migrations féminines, le développement et les transformations des rapports de genre d'autre part, ont rarement fait l'objet d'études. Or, comme dans tout phénomène humain, social, économique et politique, la migration a aussi une dimension de genre. Elle en oriente les processus, les prises de décisions, les itinéraires, les opportunités et les réalisations. Il est important de mener des recherches plus approfondies pour la formulation de politiques destinées à en renforcer les impacts positifs, mais aussi pour aider les migrantes à consolider leur pouvoir sur elles-mêmes.

Références

1. Bocquier, P. et S. Traoré, *Urbanisation et dynamique migratoire en Afrique de l'Ouest - La croissance urbaine en panne*. Paris: L'Harmattan 2000. 148p.
2. Bureau International du Travail, Programme IPEC: *Coup de main ou vie brisée, comprendre le travail domestique des enfants pour mieux intervenir* (2004)
3. Findley, S. 1991. *Women Who Go and Women Who Stay: Reflections of Family Migration Process in Changing World*, OIT, 97 p.
4. Gondola, Charles Didier, *Unies pour le meilleur et pour le pire. Femmes africaines et villes coloniales : une histoire du métissage*; 1997
5. Kabeer Naila, *Resources, Agency, Achievements: Reflections on the measurement of Women's Empowerment*. in *Discussing Women's empowerment-Theory and Practice Sida Studies No 3* October 2000
6. Molyneux Maxine, 1985, "*Mobilisation sans émancipation ? Participation des femmes, Etat et révolution au Nicaragua*", in Bisilliat, Jeanne, Verschuur, Christine, (Dir.), 2000, *Le genre : un outil indispensable*, Cahiers genre et développement n°1, EFI /AFED, Genève-Paris, L'Harmattan
7. Nietzsche F., *Ainsi parlait Zarathoustra, Livre II : « De la domination de soi »*, Flammarion 1996
8. UNICEF, *Rapport d'Analyse de la Situation de l'Enfant et de la Femme au Sénégal*, 2000.

